

PARRAIN DE GUERRE

Exxon-Mobil, fournisseur officiel de l'Empire



John D. Rockefeller constitua le premier trust pétrolier vertical, la Standard Oil. Utilisant des méthodes peu orthodoxes, il ruina ses concurrents états-uniens et organisa l'évasion fiscale de ses revenus. Puis, s'alliant avec ses rivaux BP et Shell, il constitua un cartel pour dominer le marché mondial. Il finança comme nul autre l'aventure militaire nazie en espérant s'emparer des ressources de l'URSS. Devenue Exxon-Mobil, sa société est désormais n°1 mondial et peut subventionner les *think tanks* néo-libéraux et les campagnes électorales des Bush.

page 2

Récitation du Credo atlantiste

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Alors qu'Alain Madelin s'est rendu à Taiwan pour dénoncer la politique étrangère de Jacques Chirac, Sylvain Charat, son directeur de cabinet, apporte son soutien indéfectible à la politique états-unienne en Irak. Peu important ici les arguments, qui ont tous été depuis longtemps débattus, il s'agit d'une question de foi. Cette religion inclut non seulement d'applaudir au militarisme US, mais aussi de célébrer les vertus du « libéralisme » économique.

page 9

REPÈRE : 19 AOÛT 1955

le « chef d'orchestre de la contre-terreur »

Paul Aussaresses, fondateur du service Action du SDECE, vieil ami de Jacques Foccart, est affecté comme officier de renseignement au 1er RCP à Philippeville. Ses méthodes « spéciales » lui valent l'admiration du général Massu qui lui demandera deux ans plus tard de venir l'aider à Alger en devenant « le chef d'orchestre de la contre-terreur ». Dans la semaine du 20 août 1955, suite à une attaque à El-Halia qui a fait 35 morts côté européen, Aussaresses ordonne que tous les prisonniers « *fellaghas ou supposés tels* » soient exécutés. « *Nous avions capturé environ mille cinq cents hommes. [...] Une fois que nous les avions interrogés et que nous en avions tiré tout ce que nous pouvions, que fallait-il en faire ? [...] Mais sachant qu'il s'agissait d'éléments irrécupérables, chacun préférerait me les laisser pour que je m'en occupe. [...] Alors, j'ai donné l'ordre d'aller exécuter les prisonniers.* » Selon Yves Courrière, qui dénombre 12 000 victimes algériennes de la répression dans le Constantinois : « *À Philippeville, il y aura plus de 2 000 morts algériens dans les quinze jours qui suivent le 20 août.* » (Source) ■



ATTENTION, AL QAÏDA DÉBARQUE

Le commandant en chef du Norad, le général Ralph « Ed » Eberhart a déclaré, mercredi 25 août 2004, que la sécurisation parfaite de l'espace aérien états-unien par ses soins rend impossible le renouvellement d'attentats comme ceux du 11 septembre. Cependant, a-t-il poursuivi, Al Qaïda pourrait être tenté d'attaquer la prochaine fois... par l'océan. Le général a évoqué la possibilité de tirer un missile à courte portée, depuis un bateau stationné à proximité de Washington ou de New York, y compris un missile chargé d'armes de destruction massive. Ces déclarations, qui font suite à une inspection du vice-président Dick Cheney au Norad, sont un plaidoyer du général Eberhart pour l'extension de ses compétences à la surveillance côtière, voire maritime. Ralph Eberhart, qui a échoué à assurer la sécurité aérienne le 11/9, cumule désormais ses anciennes fonctions avec le commandement stratégique, le commandement spatial et le commandement sur le territoire US. Il est aujourd'hui l'officier états-unien le plus puissant. ■

Parrain de guerre

Exxon-Mobil, fournisseur officiel de l'Empire

John D. Rockefeller constitua le premier trust pétrolier vertical, la Standard Oil. Utilisant des méthodes peu orthodoxes, il ruina ses concurrents états-uniens et organisa l'évasion fiscale de ses revenus. Puis, s'alliant avec ses rivaux BP et Shell, il constitua un cartel pour dominer le marché mondial. Il finança comme nul autre l'aventure militaire nazie en espérant s'emparer des ressources de l'URSS. Devenue Exxon-Mobil, sa société est désormais n°1 mondial et peut subventionner les *think tanks* néo-libéraux et les campagnes électorales des Bush.



Greenpeace a détourné le célèbre slogan d'Esso : « Mettez un tigre dans votre moteur ! », en anglais « A tiger in the tank »

Exxon-Mobil, également connue sous la marque « Esso » en dehors des États-Unis, est la première compagnie pétrolière mondiale (devant British Petroleum et Shell) avec des activités d'exploration, de production, d'approvisionnement, de transport et de vente de pétrole et de gaz naturel ainsi que de leurs produits dérivés dans près de 200 pays et territoires. Elle affiche des réserves de 22 milliards de barils en équivalent pétrole (ce qui inclut les sables bitumeux) et un résultat net de 14,5 milliards de dollars pour l'année 2003. À titre de comparaison, le PIB d'un pays comme le Mali la même année était d'environ 10 milliards de dollars [1].

L'histoire d'Exxon, qui est également la doyenne des grandes compagnies mondiales, est étroitement liée à l'évolution du libéralisme économique depuis

la fin du XIXe siècle car son fondateur, John D. Rockefeller I, fut le premier à en exploiter tout le potentiel en développant le principe du trust [2]. En contrôlant toutes les étapes, de l'extraction à la commercialisation en passant par le transport, via une participation majoritaire secrète dans une multitude de sociétés intermédiaires, il parvint d'abord à dominer le marché du pétrole nord-américain, avant de s'attaquer à ses rivaux au plan mondial. John D. Rockefeller et le géant qu'il a créé sont devenus les symboles du pouvoir économique que des multinationales peuvent exercer au-dessus des États.

La saga des Rockefeller



John D. Rockefeller I

John D. Rockefeller naquit dans une ferme de l'État de New York en 1839, d'un père aventurier, médecin sans diplôme qui vendait des préparations médicinales « miracles » à base d'opium et arnaquait ses propres fils pour leur inculquer le sens des affaires, et d'une mère baptiste très pieuse qui éleva ses enfants dans la rigueur et l'austérité, les attachant à un poteau pour les corriger lorsqu'ils désobéissaient. John débuta sa carrière comme comptable à Cleveland, dans l'Ohio. Fasciné par

les exploits des premiers pionniers du pétrole, il acheta à l'âge de 26 ans une raffinerie en partenariat avec deux frères anglais, dont il se débarrassa rapidement en leur rachetant leurs parts.

Il comprit que le seul moyen de dominer le marché passait par le raffinage et la distribution plutôt que par l'extraction. Il centra particulièrement sa stratégie sur le rail, alors que le réseau ferré destiné à acheminer le pétrole depuis les gisements jusqu'à Cleveland préfigurait la dépendance des petits producteurs vis-à-vis des transporteurs. Il tira ainsi un maximum de profit des systèmes de rabais et n'hésita pas à utiliser des anciens concurrents récemment achetés comme espions parmi ceux qui l'étaient restés. Cela lui permit de constituer en 1870 la société par actions Standard Oil Company, au capital d'un million de dollars, dont il détenait 27 % [3]. Une bataille s'engagea bientôt entre le cartel des producteurs et celui des transporteurs avec la Standard Oil en tête de file.

À l'époque, le pétrole brut était transporté sur des plates-formes dans des barils en bois ouverts, laissant s'évaporer la partie la plus volatile et la plus précieuse de la cargaison. Il ne restait à l'arrivée qu'un résidu épais qui avait perdu l'essentiel de sa valeur. Propriétaire en secret de la société de transport ferroviaire Union Tanker Car Company et du brevet sur les wagons-réservoirs métalliques et hermétiques toujours utilisés de nos jours, John D. Rockefeller les louait à ses concurrents pour qu'ils puissent transporter leur production jusqu'aux raffineries. Lorsque ces nouveaux producteurs développaient leurs infrastructures pour augmenter leur production, Union Tanker rompait unilatéralement les contrats de location de plate-forme de transport, engendrant ainsi d'énormes pertes consécutives à des investissements importants et acculant les producteurs à la faillite. La Standard Oil de Rockefeller venait alors les acheter à des prix dérisoires, obtenant généralement les chemins de fer avoisinants par la même occasion. Il appliqua ce stratagème pendant des années

sans susciter de réactions tant qu'on ignore qu'il était le propriétaire de l'Union Tanker. Si les méthodes agressives ayant permis à Rockefeller de contrôler 90 % du marché états-unien de l'énergie en 1910 furent largement documentées, inspirant même les lois anti-trust modernes, elles ne figurent toujours pas dans les manuels d'histoire.

En 1911, le gouvernement états-unien s'en prend au monopole de la Standard Oil et exige qu'elle soit démembrée. Elle se scinde alors en plusieurs petites compagnies arborant toujours les initiales « S.O. » telles que SOHIO en Ohio, SOCONY à New York et, bien entendu, Esso qui deviendrait plus tard Exxon, ce qui ne porta pas réellement atteinte au monopole de fait de Rockefeller. Il se jura pourtant de prendre sa revanche sur cet État tout puissant qu'il exérait. Pour cela, il investit une part importante de sa fortune dans la création de 12 banques géantes qui devinrent la Réserve fédérale lorsque le Congrès décida en 1913 d'y avoir recours pour collecter les impôts. Dorénavant, les intérêts accumulés par la Réserve fédérale chaque année, avant qu'elle ne reverse le montant des impôts collectés au gouvernement, venaient garnir les coffres de la dynastie Rockefeller.

Deux autres compagnies jouaient alors un rôle à l'échelle mondiale : la British-Persian Petroleum Company qui exploitait principalement les gisements de l'Iran actuel, et la Shell, basée dans les anciennes colonies hollandaises d'Indonésie et d'Asie du Sud-Est [4]. Plutôt que de s'épuiser dans des luttes mutuelles qui occasionneraient une instabilité des prix, les trois rivales s'accordèrent sur le prix mondial et le partage des grandes zones pétrolifères. Elles devaient pour cela éliminer ou prendre le contrôle de tous les petits producteurs locaux et nationaux. La Première Guerre mondiale leur offrit cette occasion.

Le rôle incitatif joué par la Standard Oil dans l'entrée en guerre des États-Unis, qui leur permettrait d'avoir voix au chapitre dans le redécoupage des anciennes colonies lors du Traité de Versailles, reste encore très peu documenté même s'il est indéniable. Une chose est certaine : en se retirant de la guerre, en 1917, et en construisant un autre modèle économique, l'Empire russe devenu Union soviétique échappa à la convoitise du cartel. Ceci, au moment même où l'utilisation du pétrole se généralisait avec l'avènement du moteur à explosion provoquant un accroissement démesuré de la demande. Les trois sœurs décidèrent donc, sous l'impulsion de John D. Rockefeller, de financer les partis fasciste d'Italie et nazi d'Allemagne pour qu'ils fassent la guerre à l'URSS, renversent les Bolcheviques et rouvrent l'accès au pétrole.

En 1934, environ 85 % des produits pétroliers transformés en Allemagne étaient importés. Le seul moyen qui permit à Hitler de mettre au point son impressionnante machine de guerre fut de produire du carburant synthétique à partir des ressources abondantes de charbon sur lesquelles l'Allemagne pouvait compter. Le procédé d'hydrogénation nécessaire fut développé et financé par la Standard Oil en partenariat avec I.G. Farben, qui produisait également les armes chimiques utilisées au combat et produirait ultérieurement les gaz utilisés dans les camps d'extermination. Un rapport de l'attaché commercial de l'ambassade états-unienne à Berlin adressé au Département d'État, en janvier 1933, s'alarmait de ce que « *Dans deux ans l'Allemagne produira suffisamment*

d'huile et d'essence à partir du charbon pour une longue guerre. La Standard Oil de New York fournit plusieurs millions de dollars pour l'y aider. ».

Parallèlement, l'accord conclu entre Standard Oil et I.G. Farben, qui assurait à la partie allemande le contrôle absolu du caoutchouc synthétique, ralentit significativement l'effort de guerre états-unien. D'autre part, les directeurs de Standard Oil of New Jersey, notamment William Farish [5], contribuaient au travers de leurs filiales allemandes à la fortune personnelle d'Heinrich Himmler et figuraient dans son cercle d'amis jusqu'en 1944. Ces faits de Collaboration restèrent inconnus du public tout au long de la guerre alors même que cette branche de la Standard Oil était accusée de trahison pour son partenariat d'avant-guerre avec I.G. Farben [6]. L'ensemble des transactions financières entre les filiales de la Standard Oil et I.G. Farben passa par un système bancaire mis en place par Prescott Bush [7]

Bien que les nazis aient échoué à ouvrir les gisements russes, la guerre du Pacifique permit à Standard Oil de prendre le contrôle de nombreux gisements de cette région qui était auparavant la chasse gardée de Shell.

Aux États-Unis, les stratégies déloyales de la Standard Oil et les conflits répétés avec l'appareil d'État qui légiférait contre les trusts avaient fait de John D. Rockefeller un personnage particulièrement impopulaire. Il réussit cependant à sauver son honneur -et, accessoirement, à payer moins d'impôts- en léguant 550 millions de dollars (selon son petit-fils Nelson qui fut le vice-président de Johnson dans les années 70) à diverses fondations et œuvres philanthropiques. La plus connue reste la **Rockefeller Foundation**. John D. Rockefeller mourut tardivement à l'âge de 98 ans, son unique fils John D. II reprit donc les commandes à 64 ans, alors qu'il approchait de la retraite. Il distribua quant à lui 552 millions de dollars, paya 317 millions de dollars d'impôts et laissa à sa famille un total de 240 millions de dollars. Son fils, David Rockefeller, s'illustra dans la haute finance en tant que président, puis directeur, de la banque Chase Manhattan jusqu'en 1981. Il fut également président du **Council on Foreign Relations** de 1970 à 1985. La valeur globale des actifs détenus par tous les descendants vivants de John D. Rockefeller I était estimée, en 1974, à 2 milliards de dollars. Aujourd'hui, les héritiers détiennent toujours 2 % du capital d'Exxon-Mobil.

À la conquête du monde

Avec la montée en puissance de Standard Oil, de nouvelles pratiques visant à échapper aux taxes virent le jour et engendrèrent progressivement des « *pavillons de complaisance* ». Dans les multiples étapes de la chaîne de production, de transport et de commercialisation du pétrole, il s'agissait de transférer un maximum de coûts là où l'État n'avait que peu de prise. Michael Hudson, professeur d'économie à l'université du Missouri et spécialiste de la domination économique états-unienne, raconte ainsi que David Rockefeller lui avait arrangé un rendez-vous avec Jack Bennett, trésorier de la Standard Oil of New Jersey. Quand Hudson lui demanda où la société générait ses profits, Bennett lui déroula une liste verticale de filiales réparties sur toute la chaîne. Les taxes étant inexistantes au Panama et au Liberia, c'est là-bas qu'on créait les filiales où étaient enregistrés les pétroliers, puis on leur cédait le brut à des prix dérisoires avant de le facturer de nouveau, au tarif maximum cette fois, aux pays occidentaux consommateurs [8].

Depuis le milieu des années 70 et la découverte de gisements importants dans le bassin de la mer Caspienne, Exxon et quelques autres compagnies plus modestes comme Unocal n'ont cessé d'influencer la politique de Washington dans la région. Depuis le financement des moudjahidins de Ben Laden contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan, de manière à faire obstacle à l'exportation du pétrole russe vers le sud, jusqu'au méga-projet de pipeline Bakou-Tblissi-Ceyhan qui implique l'installation de bases militaires de projection rapide pour la protection des infrastructures [9], Exxon-Mobil et le Pentagone marchent main dans la main pour tenter d'affranchir les États-Unis de leur dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient. Aujourd'hui, Exxon-Mobil est particulièrement active au Kazakhstan, où elle partage avec ENI (Italie), Shell (Pays-Bas) et Total (France), un contrat signé avec le gouvernement pour l'exploitation du plus gros gisement découvert depuis celui de Prudhoe Bay en Alaska, il y a 30 ans, celui de Kashagan. Les réserves annoncées initialement font cependant l'objet de vives controverses et de disputes territoriales entre le Kazakhstan et l'Iran notamment [10].

En Indonésie, Exxon-Mobil possède 35 % de la société Pertamina, une importante structure de production de gaz naturel, et avait passé un accord avec le général Suharto pour assurer la protection du site par l'armée aux frais de la multinationale. Des ONG ont rapporté que, durant les années 90, plus de 1000 personnes furent tuées, torturées ou disparurent aux mains de l'armée, qui les détenait souvent dans les locaux appartenant à Mobil. Une action en justice a été intentée par l'International Labor Rights Fund basé à Washington, mais la procédure, déjà lente auparavant, a été ralentie davantage depuis le début de la « guerre au terrorisme » : la défense d'Exxon-Mobil invoque le fait qu'une action contre la compagnie et le gouvernement indonésien saperait leurs efforts dans la lutte contre les « terroristes islamistes » [11].

Concernant l'Irak, Exxon-Mobil a usé de son statut de plus grande compagnie pétrolière états-unienne pour jouer un rôle prépondérant dans l'escalade qui a abouti à l'invasion et au chaos actuel, au point que l'une des bases avancées de l'US Army s'est vue baptisée du nom de cette société. Grant Aldonas, sous-secrétaire états-unien au commerce, déclarait lors d'un forum économique en octobre 2002 : « *[La guerre] ouvrirait la vanne du pétrole irakien, qui aurait certainement des conséquences profondes en termes de performance de l'économie mondiale pour les pays qui produisent des biens et consomment du pétrole* » [12]. Mais jusqu'à présent, les attentes ont été déçues par les sabotages et l'enlèvement des troupes étasuniennes face à la résistance acharnée du peuple irakien.

En vérité Exxon ne s'active pas plus que l'administration Bush pour mettre fin à la dépendance vis-à-vis du pétrole arabe. Toutes les deux savent que, selon les lois de la thermodynamique, le Moyen-Orient sera l'enjeu central pour les décennies à venir, car il renferme l'essentiel des réserves de pétrole et que rien ne pourra rapidement les remplacer. Ils savent pertinemment que cela reviendrait à refuser à leurs actionnaires les dividendes qu'ils ont récoltés sans interruption depuis plus de cent ans, et remettrait en cause les fondements mêmes du capitalisme. Dans la même logique, alors que les conséquences humaines du changement climatique se font déjà ressentir à plusieurs endroits dans le monde, Exxon-Mobil dépense sans compter pour financer les

« *sceptiques du changement climatique* » (12 millions de dollars depuis 1998) ainsi que le lobbying à Washington. Ces investissements ont notamment provoqué le retrait des engagements états-uniens sur le Protocole de Kyoto à l'arrivée de l'administration Bush II [13].

Un engagement politique déterminé



Lee R. Raymond

Contrairement à de nombreuses multinationales qui répartissent leurs dons de manière équivalente entre tous les groupes susceptibles d'exercer le pouvoir politique, les Rockefeller, la Standard Oil, puis Exxon-Mobil, ont toujours opté pour un engagement politique déterminé : contre le pouvoir des États, pour la dérégulation globale.

Depuis 1998, Exxon a contribué aux campagnes électorales états-uniennes à hauteur de 3 900 000 dollars, dont 86 % ont été versés au Parti républicain, essentiellement directement au candidat George W. Bush [14].

La firme est actuellement dirigée par le très discret Lee R. Raymond, par ailleurs administrateur de J.P. Morgan Chase & Co. Si, compte tenu de son influence, il est devenu membre du Conseil des relations étrangères [15], de la Commission trilatérale et du Groupe de Bilderberg, c'est par son activisme et non en raison de statut social qu'il est devenu vice-président de l'American Enterprise Institute [16], le think tank qui porta George W. Bush à la Maison-Blanche [17]

Arthur Lopic

[1] CIA World Factbook.

[2] Au XIXe siècle, le capitalisme de trust prétend être un libéralisme. C'est évidemment un artifice de communication, le mot « libéralisme » étant connoté positivement à l'époque. En réalité, le libéralisme est la doctrine de la liberté. En matière économique, il suppose des règles strictes de concurrence, donc l'interdiction des trusts et plus encore des cartels.

[3] *Les sept sœurs*, par Anthony Sampson, 1976.

[4] Voir les articles « *Shell, un pétrolier apatride* », par Arthur Lopic, *Voltaire* du 18 mars 2004, et « *BP-Amoco, coalition pétrolière anglo-saxonne* », par Arthur Lopic, *Voltaire* du 10 juin 2004.

[5] William Farish est le grand-père de William Farish III, gestionnaire des héritages reçus par George W. Bush et actuel ambassadeur des États-Unis à Londres.

[6] « *Wall Street and the rise of Hitler* », par Antony C. Sutton.

[7] Prescott Bush est le grand-père de l'actuel président George W. Bush.

[8] « *An insider spills the beans on offshore banking centers* », interview de Michael Hudson par Standard Schaefer, *Counterpunch*, 25 mars 2004.

[9] Voir l'article « [Le despote ouzbek s'achète une respectabilité](#) », par Arthur Lopic, *Voltaire*, 2 avril 2004.

[10] « [Kazakhstan : Oil majors agree to develop field](#) », par Heather Timmons, *The New York Times*, 26 février 2004.

[11] « [Exxon-Mobil-sponsored terrorism ?](#) », par David Corn, *The Nation*, 14 juin 2002.

[12] *The tiger in the tanks*, rapport de Greenpeace, février 2003.

[13] Les sites [stopesso](#) et [exxonsecrets](#) constituent à cet égard une mine d'informations qui va bien au-delà des simples activités de la multinationale.

[14] D'après les données du [Center for Public Integrity](#), août 2004

[15] « [Comment le Conseil des relations étrangères détermine la diplomatie US](#) », *Voltaire*, 25 juin 2004.

[16] « [L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche](#) », *Voltaire* du 21 juin 2004.

[17] L'Américain Enterprise Institute a créé pour cela, dans ses locaux, une association *ad hoc*, le *Projet pour un nouveau siècle américain*.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

Récitation du Credo atlantiste

Analyse

Dans le quotidien du groupe Moon, le *Washington Times*, le directeur de cabinet d'Alain Madelin apporte son soutien indéfectible à la politique états-unienne en Irak. Peu important ici les arguments, qui ont tous été depuis longtemps débattus, il s'agit d'une question de foi. Cette religion inclut non seulement d'applaudir au militarisme US, mais aussi de célébrer les vertus du « libéralisme » économique, autre activité à laquelle M. Charat se livre dans son nouveau club, les Euro-libéraux. Dans la foulée, un autre collaborateur de M. Madelin, Yves Roucaute, publiera la semaine prochaine en librairie une ode à l'Oncle Sam, *La Puissance de la liberté*. M. Madelin, quant à lui, s'est rendu il y a un mois à Taiwan, où il a été reçu par le président Chen Shui-bian. Il y a multiplié les déclarations publiques pour affirmer que les positions du président Jacques Chirac sur les relations sino-taiwanaises n'engagent que lui-même et qu'heureusement son successeur [Nicolas Sarkozy] s'alignerait, lui, sur la vision de Washington.

La campagne anti-Chavez commence à s'essouffler. La certification des résultats par le Centre Carter et l'OEA oblige Washington à changer de discours. Admettons que Chavez a gagné puisqu'il est impossible de continuer à prétendre le contraire, mais affirmons qu'il y est parvenu de manière déloyale et que, si nous perdons encore en 2006, cela prouvera définitivement qu'il est déloyal. Marco S. Vincenzino de l'IISS maugrée dans *Le Figaro* que Chavez a honteusement acquis le soutien du peuple en prélevant les revenus du pétrole pour financer la Sécurité sociale, l'éducation et l'aide aux démunis. Le leader populiste aurait ainsi fait la preuve de son irresponsabilité. Bigre ! Doit-on conclure qu'un président responsable, selon Washington, aurait dû laisser les États-Unis piller le pétrole et laisser sa population analphabète mourir de faim

et d'absence de soins ? Observons que ces arguments lamentables proviennent toujours des mêmes instituts. L'IISS avait été l'ONG de référence pour accréditer la thèse du danger militaire irakien et M. Vincenzino a tenu récemment des propos similaires pour justifier l'enlèvement par les Marines du président élu d'Haïti.

Alors que les tribunaux pénaux internationaux ont aboli la peine de mort, le tribunal chargé du juger Saddam Hussein l'a rétablie, s'indigne Me François Roux dans *Libération*. Rappelons que ce tribunal a été exclusivement composé pour cette affaire et devrait être dissous une fois Saddam Hussein condamné. Les magistrats ont été désignés par l'armée états-unienne. La juridiction est présidée par l'ancien porte-parole du Congrès national irakien, c'est-à-dire par le neveu d'Ahmed Chalabi. Il y a quelques semaines, ce « tribunal » a entendu Saddam Hussein. Cette « audience » a été retransmise à la télévision, mais le son a été censuré lorsque l'ancien raïs s'est exprimé pour se défendre. Ses avocats, dont le Français Emmanuel Ludot, ont été retenus hors du palais et n'ont pas été autorisés à ce jour à le rencontrer. Saddam Hussein, ou la personne ayant son apparence, a été entendu en début d'après-midi. Le bourreau avait été convoqué pour le pendre vers 18h, mais l'ordre est venu de Washington d'annuler l'exécution et de donner une apparence moins expéditive à la « justice irakienne souveraine ». Ce rappel met en lumière qu'ici, la peine de mort ne vise pas à châtier un coupable, mais à faire disparaître un témoin gênant.

Enrico Porsia et Alfredo Ragusi, tous deux anciens membres des Brigades rouges, prennent une nouvelle fois la défense de leur camarade Cesare Battisti dans *Libération*. Aucun argument nouveau n'est versé à ce dossier qui est uniquement enrichi par la fuite du prévenu en instance d'extradition. Les arguments des ex-brigadistes étant connus, et leur pertinence étant reconnue par tous, le mystère s'épaissit quant au mobile du président de la République pour revenir sur la parole de son prédécesseur.

Enfin, les attentats commis, le 1er août, contre cinq lieux de cultes chrétiens en Irak confortent Daniel Pipes dans ses préjugés. Dans le *Jerusalem Post*, il affirme que les chrétiens sont victimes des persécutions islamistes dans tout le Proche-Orient qu'ils sont obligés de fuir, comme l'ont fait les juifs avant eux. La démonstration est agrémentée de constats tous plus partiels les uns que les autres. En premier lieu, rappelons que tous les chefs religieux musulmans d'Irak ont condamné les attentats contre les Églises, au point que chacun se demande qui a pu les perpétrer, sinon les mercenaires de la Coalition. Deuxièmement, il faut être d'une grande mauvaise foi pour écrire que les musulmans ont chassé les chrétiens de Bethléem et Nazareth alors que chacun sait qu'ils l'ont été par Tsalal à l'issue du siège des lieux saints. Et la suite est à l'avenant.

Réseau Voltaire

Sylvain Charat



Sylvain Charat est directeur des études politiques du *think tank* Eurolibnetwork et directeur de cabinet d'Alain Madelin.

« Intervenir en Irak »

Source : Washington Times

Référence : « Intervening in Iraq », Sylvain Charat, *Washington Times*, 25 août 2004.

À la veille de l'élection présidentielle, il faut clairement et définitivement analyser le plus important des actes de l'administration Bush, l'invasion de l'Irak. On peut observer qu'il n'y avait pas lieu d'hésiter et nous devons nous souvenir de trois éléments majeurs :

- ▶ L'action en Irak était légitime car la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU était rédigée en faisant référence à l'article 7 de la charte de l'ONU, qui prévoit que la force peut être utilisée au cas où tous les autres moyens ont échoués, et pas l'article 6, comme les résolutions concernant le conflit israélo-palestinien, qui ne prévoient pas de sanction.
- ▶ Ce n'est pas une nouvelle guerre puisque l'opération « Tempête du désert » s'était terminée sur un armistice et un cessez-le-feu, pas sur un traité de paix. Comme Saddam Hussein n'avait pas fourni de preuve de son désarmement, il pouvait toujours être considéré comme une menace.
- ▶ À cette menace militaire, il faut ajouter une menace à la dignité humaine, un type de menace qui a justifié l'intervention en Haïti en 1994, le Conseil de sécurité de l'ONU estimant qu'une situation humanitaire désastreuse est une menace pour la paix. En outre, la violence de la dictature de Saddam était internationalement reconnue et le prix de la non-intervention en Irak devait aussi se calculer en tenant compte des morts de la répression. Malheureusement, la guerre a encore lieu aujourd'hui, mais la Coalition n'est pas responsable de la déstabilisation du pays : le gouvernement démocratique irakien est victime d'une guerre asymétrique menée par des terroristes qui attaquent les civils. Il n'y a pas lieu d'avoir des regrets. Les décisions de **George W. Bush** étaient responsables et légitimes. La loi internationale a montré ses limites et elle doit être changée. Au moins, maintenant, il y a un espoir de démocratie en Irak.

Marco Vicenzino



Avocat d'affaire, Marco Vicenzino est directeur des questions latino-américaines de

« Chavez, Bush et le pétrole »

Source : Le Figaro

Référence : « Chavez, Bush et le pétrole », par Marco Vicenzino, *Le Figaro*, 25 août 2004.

La conséquence principale de la victoire d'**Hugo Chavez** sera d'amorcer, de manière purement formelle, une réconciliation nationale, mais ce résultat accélérera le processus de radicalisation de son projet de révolution. Des mesures répressives contre l'opposition sont à prévoir, particulièrement dans les services publics. La censure exercée sur la presse devrait également être accrue : les chaînes de télévision privées ayant fourni un espace de parole aux

l'International Institute Fort Strategic Studies à Washington et membre du Council on Foreign Relations.

« anti-Chavez » seront les plus touchées. Le président consacra donc les deux dernières années de son mandat à neutraliser les vestiges de l'opposition pour garantir sa réélection en 2006, des élections qui auront sans doute lieu dans un climat de peur et de menace pour empêcher l'opposition de s'organiser.

Jusqu'à présent, la Coordination démocratique (le parti d'opposition) est restée unie face à Chavez, mais il s'agit de son seul dénominateur commun. Faute de pouvoir prouver la fraude lors du référendum, l'opposition doit se concentrer sur les élections de 2006 en choisissant un candidat unique et en rédigeant un programme convaincant auquel les Vénézuéliens pourront s'identifier. Lorsque le soutien à M. Chavez s'estimait à 30%, il y a de cela un an, ce dernier a déclenché son initiative de « missions sociales », prélevant 1,7 milliard de dollars sur les bénéfices nationaux provenant du pétrole, pour subventionner la Sécurité sociale, l'éducation, ainsi qu'un programme de repas chauds pour les plus pauvres. Bien qu'étant fiscalement irresponsable et économiquement insoutenable, cette initiative a permis de récolter les votes nécessaires lors du référendum.

En l'absence de preuves de fraude, l'**Organisation des États américains** (OEA) et le **Carter Center** ont dû admettre la victoire de Chavez, mais cela ne veut pas dire que la mission de l'OEA s'arrête ici. En septembre, Miguel Angel Rodriguez sera investi secrétaire général de l'OEA pour cinq ans. Il faut que le Venezuela reste l'une de ses priorités et il doit veiller à ce que M. Chavez respecte ses obligations au regard de la charte démocratique des Amériques, signée le 11 septembre 2001, qui protège les droits fondamentaux des citoyens. La victoire de Chavez sonne un réveil douloureux pour de nombreux États de la région et surtout pour les pays du Pacte Andin. En effet, les tensions sur la frontière Venezuela-Colombie persistent et les déclarations de Chavez, soutenant les FARC colombiens, constituent un contentieux majeur entre les deux pays dont les dirigeants sont idéologiquement opposés. Leurs relations ne vont guère s'améliorer de sitôt. Fidel Castro doit être le dirigeant le plus satisfait du résultat dans l'hémisphère ouest.

Bien qu'insatisfait des résultats du référendum, et malgré des tensions persistantes, Washington doit être soulagé par la perspective d'une stabilité politique au Venezuela jusqu'en 2006. En effet, 14% des ressources pétrolières du Venezuela sont destinées aux États-Unis et le Venezuela doit nécessairement accéder aux raffineries américaines pour convertir son pétrole brut et négocier avec les investisseurs étrangers pour demeurer compétitif. Après des années de guerres et de violences politique, le modèle démocratique prévaut actuellement dans toutes les Amériques, à l'exception de Cuba. Cet exploit doit être préservé et confirmé. Or, cela n'est possible que si l'on lutte contre une corruption endémique pour réduire les sévères inégalités sociales, affermir les fondements de l'État de droit, et s'approprier les mécanismes des institutions qui lui sont inhérentes, et ce à travers toutes les Amériques.

François Roux

François Roux est avocat à Montpellier et devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Avocat engagé, il est le défenseur de Zacarias Moussaoui et de José Bové

« Saddam Hussein ne doit pas être condamné à mort »

Source : Libération

Référence : « Saddam Hussein ne doit pas être condamné à mort », par François Roux, *Libération*, 25 août 2004.

L'un des premiers actes de souveraineté du nouveau pouvoir intérimaire irakien aura donc été le rétablissement de la peine de mort, avec l'intention annoncée de l'appliquer à Saddam Hussein. On a tout dit, tout écrit sur cette autorisation légale de tuer et nous ne reprendrons pas ici le débat, mais nous nous contenterons de quelques réflexions.

Certains se demandent s'il est vraiment choquant d'appliquer la peine de mort à un dictateur accusé de l'avoir tant de fois utilisée sans procès sur d'innocentes victimes ou s'il n'y a pas de meilleures causes à défendre que celle de Saddam Hussein pour combattre cette peine. Avec ce raisonnement, autant refaire le procès Ceausescu. Pourtant, depuis cette lamentable parodie de justice, la communauté internationale s'est dotée de nouveaux organes judiciaires que sont les Tribunaux pénaux internationaux (TPIY pour l'ex-Yougoslavie et TPIR pour le Rwanda), les tribunaux dits mixtes (Sierra Leone, Est-Timor et bientôt Cambodge) et aujourd'hui la Cour pénale internationale. Ce faisant, elle s'est également dotée de nouveaux standards juridiques pour juger les principaux responsables politiques ou militaires, accusés des plus grands crimes. Or la peine maximale prévue par les textes adoptés par les États pour un génocide, le « crime des crimes », est la prison à perpétuité. Il faut rappeler avec force que la peine de mort a été abolie devant les juridictions pénales internationales.

Le Tribunal spécial irakien pour les crimes contre l'humanité (TSI), créé le 10 décembre 2003, a expressément prévu dans ses statuts (articles 6 et 8) que les juges et procureurs, qui seront irakiens, pourront être assistés dans leur tâche par des conseillers internationaux, recherchant par là une justice aux standards internationaux. Alors pourquoi et comment justifier le maintien de la peine de mort qui est aujourd'hui incompatible avec les standards internationaux ? Le débat sur la peine de mort pour Saddam Hussein et ses coaccusés est double : il est d'abord éthique car on ne saurait dénoncer un dictateur et utiliser ses méthodes et puis juridique, le tribunal pénal irakien ne saurait prétendre à respecter les standards internationaux tout en appliquant la peine de mort. Il faut mobiliser la communauté internationale contre l'usage de cette peine.

Enrico Porsia, Alfredo Ragusi

Enrico Porsia, rédacteur-en-chef d'*Amnistia.net* est ancien responsable des Brigades rouges.

Alfredo Ragusi, restaurateur, est un ancien militant des Brigades rouges exilé en France.

« Honneur de la France, spécificité italienne »

Source : Le Monde

Référence : « Honneur de la France, spécificité italienne », par Enrico Porsia et Alfredo Ragusi, *Le Monde*, 25 août 2004.

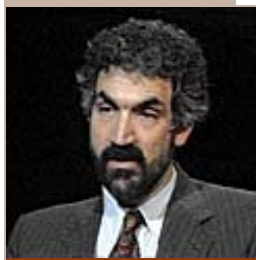
La soudaine volonté de tirer un trait sur l'asile accordé aux ressortissants italiens des années de plomb et de les envoyer vers les geôles italiennes est une décision politique qui vise tous les anciens militants de l'extrême gauche révolutionnaire qui ont trouvé refuge en France. Certes, leur combat n'a pas eu lieu dans une dictature, mais dans une jeune République née formellement de la résistance au fascisme. Il faut cependant nous rappeler que l'Italie était un pays alors à la souveraineté limitée sous la coupe du grand frère américain. Gardons en mémoire les tentatives de coup d'État militaire qui sonnaient comme autant d'avertissements à toutes les forces politiques. Personne, à gauche, n'avait alors le droit d'imaginer une alternative de gouvernement sans accepter le risque de déclencher une guerre civile et le sénateur démocrate de gauche Giovanni Pellegrino, président de la très officielle commission d'enquête parlementaire sur le terrorisme, s'accorde aujourd'hui à admettre qu'« une guerre civile non officiellement reconnue » a bien eu lieu.

Nous sommes issus de cette Histoire et les différents mouvements révolutionnaires étaient reliés par un même fil rouge : le refus d'un compromis avec le pouvoir qui, inféodé à Washington, régissait le pays en faisant résonner le bruit de bottes et la **déflagration meurtrière des bombes** ! C'est dans ce climat que naquit au sein du PCI, la théorie du compromis historique. Ce choix eut comme conséquence immédiate l'hostilité envers toute opposition révolutionnaire de gauche, qui devenait de facto le principal ennemi d'État. Prenons garde d'oublier la spécificité italienne et les attentats aveugles téléguidés par le pouvoir. Le prix en vies humaines fut élevé et le conflit fit plus de 400 morts de part et d'autre. Devant tant de douleur, la décence impose le respect et la responsabilité qui fut collective, s'impose. Nous ne sommes pas innocents, d'un côté comme de l'autre ! Or, dans cette guerre civile, les forces qui faisaient bloc autour de l'État démocrate-chrétien se sont exemptées de toute faute et donc de toute responsabilité.

Bien que les réfugiés italiens aient lancé une bataille de liberté et de réconciliation, une bataille pour l'amnistie et ont déclaré en 1987 que l'expérience de la lutte armée était close. En assumant toutes nos responsabilités, nous avons œuvré pour rechercher une solution politique, mais l'État italien s'est contenté de proposer un marchandage des indulgences avec la loi sur les « repentis » : la délation en échange de la liberté. On a donc assisté, en Europe, à des procès d'exception où celui qui dénonçait ses amis ressortait libre et où celui qui se taisait était condamné au double de la peine normale par un code pénal ou de nombreux articles du code fasciste sont encore en vigueur. De leur côté, les victimes de cette guerre civile ont été tout simplement ignorées. C'est face à cette situation particulière que la France a pris la responsabilité

politique d'intervenir en offrant aux militants italiens une voie de sortie : déposer les armes, sortir de la clandestinité. Nous l'avons fait et la République s'est engagée, de son côté, en garantissant que nul recherché en Italie pour des « actes de nature violente d'inspiration politique » ne serait extradé. Cette promesse a été honorée par deux présidences de la République et neuf gouvernements. L'actuel hôte de l'Élysée peut décider de jeter l'honneur de la France aux oubliettes. C'est un droit discrétionnaire du prince que de renier les principes, même s'il faut passer de sordides marchandages avec le Cavaliere **Berlusconi**, ancien membre putschiste de la loge maçonnique P2. Nous avons été accueilli et avons intégré la République, mais 20 ans après, nous voilà criminalisés par un pays qui nous avait accordé le droit d'asile. Nous n'acceptons pas cette trahison d'État. Tous les partis de la gauche française nous manifestent leur solidarité. Une partie de la gauche italienne essaie, avec courage, de relancer la bataille pour l'amnistie. Nous continuerons le combat. Monsieur le président de la République, vous qui incarnez la continuité de l'État français, de sa forme républicaine, choisirez-vous l'opprobre que chaque trahison implique ?

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« La disparition des chrétiens d'Irak »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Iraq's dwindling Christians », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 25 août 2004.

« Que font les musulmans ? » a demandé frère Louis de Notre-Dame du Salut, une église de Bagdad, quelque minute après l'explosion de cette dernière. « Cela veut-il dire qu'ils veulent que nous partions ? C'est ça ? ». Oui, c'est ça ! Cette église n'est qu'une des cinq qui ont été attaquées le 1er août. Cette série d'attentats a fait 11 morts et 55 blessés et la police a désamorcé deux bombes. Elle était conçue pour faire le maximum de victimes.

Ce n'est pas la première offensive contre les chrétiens depuis la chute de Saddam Hussein. Les islamistes ont également attaqué des commerces d'alcool, de musiques ou de vêtements, principalement propriétés des chrétiens. Les femmes chrétiennes sont harcelées pour qu'elles se couvrent à la musulmane et des chrétiens sont assassinés. Cela a conduit les membres d'une des plus vieilles communautés chrétiennes du monde à quitter le pays : 40 000 depuis les attentats d'août. Ils représentent entre 20 et 95 % des réfugiés irakiens en Syrie. On estime que 40 % de la communauté chrétienne irakienne a quitté le pays depuis 1987. Bien que les dirigeants musulmans aient condamné les attentats, ils marquent un pas vers la disparition de la minorité chrétienne en Irak. Les chrétiens disparaissent du Moyen-Orient dans son ensemble à cause des persécutions islamistes.

Aujourd'hui, Bethléem et Nazareth ont perdu la majorité chrétienne qu'ils avaient depuis 2000 ans. Les chrétiens ne forment plus que 2 % de la population de Jérusalem. Il n'y a plus que quelques milliers de chrétiens en Turquie contre deux millions en 1920. Au début du siècle dernier, les chrétiens

formaient un tiers de la population syrienne contre 10 % aujourd'hui, 55 % des Libanais étaient chrétiens en 1932, ils ne sont plus que 30 % aujourd'hui et en Égypte, les coptes émigrent massivement depuis les années 70. L'exode qui a frappé les juifs dans cette région à partir de 1948 se renouvelle avec les chrétiens, ce qui est un appauvrissement pour la région.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .